



DÉCLARATION

Suite aux annonces gouvernementales des 31 mars et 1er avril, la fédération CGT des Services publics a saisi par courrier daté du 2 avril, la Ministre de la Transformation et de la Fonction publiques ainsi que le Président de la Fédération Nationale des Centres de Gestion, pour demander le report des concours et examens organisés dans les prochains jours.

En effet, si des dispositions sous forme de recommandations avaient, jusqu'ici, été prises pour aménager les concours et examens professionnels, il n'en reste pas moins que nous faisons aujourd'hui le constat que leur maintien n'assure pas une égalité de traitement des candidats. Assurément, avec la fermeture des écoles, de nombreux parents (et majoritairement des femmes seules) sont dans l'obligation de garder leurs enfants et peuvent donc se trouver empêchés de se rendre aux épreuves des concours.

De plus, les déplacements de milliers d'agents pour participer à ces épreuves et le regroupement important de personnes dans des salles d'examens ne semblent pas être en adéquation avec les déclarations du Président de la République et du Premier ministre.

Par ailleurs, la fédération CGT des Services publics, fortement attachée aux concours, a également demandé à la Ministre, dans le cas d'un report, de prendre des mesures règlementaires pour que les sessions prévues en 2022 soient maintenues afin que les agents n'aient pas à pâtir d'une « une année blanche ».

À ce jour et à quelques heures d'un examen professionnel à portée nationale, force est de constater que ni la Ministre ni même le président de la fédération nationale des centres de gestions, n'ont pas daigné répondre à notre courrier, renvoyant ainsi les agents inscrits, à leur propre organisation personnelle et obligeant des milliers d'agents à subir une épreuve dans des conditions matérielles gravement dégradées ou se voyant contraints de ne pas pouvoir s'y rendre.

La fédération CGT des Services publics prend acte de la non-réponse de la Ministre, pouvant s'apparenter à un acte de mépris envers des milliers d'agents qui préparent depuis des mois ces concours et examens ainsi qu'envers notre Fédération.

Montreuil, le 8 avril 2021